



DISTRICT DE LA CÔTE D'AZUR DE FOOTBALL

RÈGLEMENT DU CHAMPIONNAT FOOT ENTREPRISE

Préambule - Droit de propriété et d'exploitation du District de la Côte d'Azur

Conformément aux dispositions de l'article L333-1 du Code du Sport, le District de la Côte d'Azur est propriétaire du droit d'exploitation des compétitions qu'elle organise. On entend notamment par droit d'exploitation, sans que cette liste soit limitative, les droits relatifs à la diffusion audiovisuelle des rencontres et ce quel que soit le support (télévision, téléphonie mobile, internet...). Dès lors, aucune exploitation des rencontres de compétitions officielles ne peut s'effectuer sans le consentement préalable et exprès du District de la Côte d'Azur.

TITRE 1 – Organisation du Championnat Foot entreprise

Préambule

Le District de la Côte d'Azur organise chaque saison un championnat départemental FOOT ENTREPRISE.

L'organisation du Championnat FOOT ENTREPRISE est assurée par la Commission des activités sportives du District de la Côte d'Azur (DCA) en conformité du présent règlement, des Règlements Sportifs du District de la Côte d'Azur, l'annexe sur l'usage des caméras individuelles, du Règlement d'Administration Générale de la Ligue Méditerranée de Football et du Statut Foot Entreprise.

Le Championnat est ouvert aux licenciés suivants :

- Vétérans
- Séniors
- U20
- U19
- U18
- U17 à la condition d'y être autorisés médicalement et ce, conformément à l'article 73.2 des Règlements généraux de la FFF.

Le Championnat FOOT ENTREPRISE comprendra les catégories suivantes :

- DÉPARTEMENTALE 1
- DÉPARTEMENTALE 2

ARTICLE 2 – Engagement des Clubs

1. Les clubs « foot entreprise » s'engage via Footclubs au début de chaque saison avant la date limite fixée par la Commission compétente.

2. Les clubs « libres » peuvent s'engager dans la compétition, sous réserve d'acceptation par la Commission chargée de l'organisation après envoi d'un courriel à la Commission chargée de l'organisation. Les modalités de cette participation lui seront alors transmises.

3. Si le nombre d'équipes engagées est compris entre cinq (5) et douze (12) équipes, elles seront toutes engagées en catégorie Départemental 1.

4. Dans l'éventualité où, faute d'effectifs, il ne serait possible de constituer qu'une seule catégorie en SENIORS D1, plusieurs équipes d'un même club seraient ainsi autorisées à concourir dans la même poule par exception à l'article 54bis des Règlements Sportifs du DCA.

ARTICLE 3 – Composition du Championnat Foot Entreprise

1. Si le nombre d'équipes engagées est strictement supérieur à 12, les équipes seront réparties en Départemental 1 et Départemental 2 en fonction de leur classement au terme de la saison précédente.
2. Lors du passage à deux catégories la constitution des Départemental 1 et Départemental 2 est effectuée en fonction des résultats de la saison précédente et des modalités du tableau analytique 1 ci-dessous.

Tableau analytique 1 de constitution des catégories D1 et D2

Nombre d'équipes engagées	Nombre d'équipes en D1	Nombre d'équipes en D2
13	7	6
14	7	7
15	8	7
16	9	7
17	10	7
18	11	7
19	12	7
20	12	8
21	12	9
22	12	10
23	12	11
24	12	12

Dans le cas où plus de 24 équipes sont engagées, la catégorie Départemental 2 est divisée en deux ou plusieurs poules de cinq (5) équipes minimum.

3.1 - Composition du Championnat Foot Entreprise DÉPARTEMENTAL 1

Cette épreuve comprend douze (12) clubs au maximum réunis en une seule poule.
Elle est ouverte aux équipes :

- a) Qui l'ayant disputé la saison précédente, n'en ont pas été éliminées, ainsi qu'aux équipes les mieux classées de Départemental 2 remplissant les conditions d'accession prévues par le tableau analytique 2.
- b) Ou à toutes les équipes en application de l'article 3 du présent règlement.

Le championnat se déroulera de la manière suivante en fonction du nombre d'équipes composant la poule :

- i) 5/6 équipes : 2 Phases Aller/Retour pour un total de 20 journées.
- ii) 7/8 équipes : Première phase Aller/Retour et une deuxième phase Aller uniquement pour un total de 21 journées.
- iii) 9 à 12 équipes : 1 Phase unique Aller/Retour pour un total de 18 journées ou plus.

3.2 - Composition du Championnat Foot Entreprise DÉPARTEMENTAL 2

1. Cette épreuve, dernière série du District se dispute en une ou plusieurs poules, selon le nombre d'équipes engagées.
2. Elle est ouverte à toutes les équipes des Clubs non qualifiés dans les séries supérieures, aux équipes des Clubs rétrogradés de la série DÉPARTEMENTAL 1 selon les modalités du tableau analytique 2, aux équipes des clubs nouvellement affiliés et aux équipes des Clubs nouvellement affiliés et aux équipes réserves des Clubs qualifiés dans les séries supérieures.
3. En fin de saison, les trois (3) équipes les mieux classées accéderont en série DÉPARTEMENTAL 1, si elles remplissent les conditions d'accession prévues par le tableau analytique 2 des accessions / relégations.
4. Le championnat se déroulera de la manière suivante en fonction du nombre d'équipes composant la poule :
 - i) 5/6 équipes : 2 Phases Aller/Retour pour un total de 20 journées.
 - ii) 7/8 équipes : Première phase Aller/Retour et une deuxième phase Aller uniquement pour un total de 21 journées.
 - iii) À partir de 9 équipes : 1 Phase unique Aller/Retour pour un total de 18 journées et plus.

Il sera fait application des prescriptions prévues aux articles 6, titre 11, et article 54 des Règlements Sportifs.

Tableau analytique 2

Nombre d'équipes engagées	Nombre d'équipes en D1	Nombre d'équipes en D2	Nombre d'accessions / descentes
13	7	6	2
14	7	7	2
15	8	7	2
16	9	7	2
17	10	7	2
18	11	7	2
19	12	7	2
20	12	8	3
21	12	9	3
22	12	10	3
23	12	11	3
24	12	12	3

3.3 - Trophée des champions

L'organisation du Trophée Des Champions Foot Entreprise se fait en conformité du règlement « TROPHÉE DES CHAMPIONS » présent dans la rubrique Statuts et Règlements.

Le Challenge « Trophée des Champions Foot Entreprise » oppose en fin de saison le vainqueur du Challenge Prince Rainier III de Monaco au vainqueur de la catégorie Seniors Entreprise Départemental 1 du DCA.

Le Challenge « Trophée des Champions Foot Entreprise » est organisé par le Challenge Prince Rainier III les années paires et par le DCA les années impaires.

Les règles de l'institution organisatrice sont utilisées lors de la rencontre :

- a) Organisation par le Challenge Prince Rainier III :
 - i. Expulsions temporaires de 10 minutes.
 - ii. Remplacements illimités SAUF lors des 10 dernières minutes où tout remplacement est définitif.
- b) Organisation par le DCA :
 - i. Les règlements du DCA sont utilisés.

Un trophée « Trophée des Champions Foot Entreprise » est décerné au vainqueur de la rencontre.

Il est précisé qu'un règlement spécifique est afférent à l'organisation du « Trophée des champions ».

ARTICLE 4 – Système de l'épreuve et classement

Les clubs se rencontrent par matchs aller et retour. Le classement se fait par addition de points. Les points sont comptés comme suit :

- Match gagné :	3 points
- Match nul :	1 point
- Match perdu sur le terrain ou par pénalité (hors fraude) :	0 point
- Match perdu par pénalité en cas de fraude, forfait, décision disciplinaire ou abandon de terrain volontaire :	-1 point

En cas de match perdu par pénalité, le club adverse obtient le gain du match dans les cas suivants

- S'il avait formulé des réserves conformément aux dispositions des articles 142 ou 145 des Règlements Généraux de la FFF et qu'il les avait régulièrement confirmées,
- S'il s'agit d'une des infractions qui permettent l'évocation par la Commission compétente, dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 187.2 des Règlements Généraux de la FFF.
- Si la Commission Régionale de Discipline ou la Commission d'Organisation le décide dans ses attendus au regard des éléments du dossier.

Il bénéficie du maintien des buts marqués au cours de la partie, buts dont le nombre est en tout état de cause fixé à un minimum de 3. Les buts marqués au cours de la rencontre par l'équipe du club fautif sont annulés.

Dans le cas où la perte du match intervient à la suite d'une réclamation formulée dans les conditions fixées par l'article 187.1 des Règlements Généraux de la FFF :

- Le club réclamant ne bénéficie pas des points correspondant au gain du match,
- Il conserve le bénéfice des points acquis et des buts marqués lors de la rencontre,
- Les buts marqués au cours de la rencontre par l'équipe du club fautif sont annulés.

Dans tous les matches, les rencontres gagnées ou perdues par forfait ou pénalité donneront un score forfaitaire de 3 buts à 0 sauf si le score acquis sur le terrain, à l'arrêt ou à la fin du match, est plus favorable au club déclaré vainqueur, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 187.1 des Règlements Généraux au cas de réclamation.

Le classement final se fait conformément aux dispositions du Titre 11 des Règlements Sportifs du District de la Côte d'Azur.

TITRE 2 – Généralités

ARTICLE 5 – Durée des rencontres

Les matchs ont une durée de 90 minutes et se déroulent en deux périodes de 45 minutes.

ARTICLE 6 – Calendrier et horaires

Calendrier :

Aucune rencontre de championnat ne peut être fixée les jours de : Noël, Jour de l'An et Pâques (dimanche et lundi), sauf cas de force majeure laissé à l'approbation du Comité de Direction ou accord des deux clubs.

Le calendrier des championnats sera établi en fonction de celui de la LMF.

Lorsque, pour une cause relevant de l'appréciation de la Commission chargée de la compétition, un club se trouve amené par la suite à solliciter un changement de date ou une inversion de match, la demande ne peut être examinée qu'à la condition d'avoir été formulée 10 jours au moins avant la date fixée pour le match, et accompagnée de l'accord du club adverse.

La date de la rencontre concernée peut être avancée mais en aucun cas reculée.

La Commission fixe les matchs remis ou à rejouer à la première date disponible y compris les jours de fête, si l'urgence le justifie.

Elle a la faculté de les fixer en semaine et/ou en nocturne pour les clubs disposant d'installations classées.

La Commission des Championnats peut, en cours de saison, reporter ou avancer toute journée de Championnat qu'elle juge utile afin d'assurer la régularité sportive de la compétition.

Horaires :

Les rencontres se déroulent de samedi après-midi.

ARTICLE 7 – Installations sportives

Pour cette épreuve les clubs recevant doivent obligatoirement fixer les rencontres sur un terrain classé au minimum au niveau T6.

ARTICLE 8 – Ballons

Les ballons utilisés pour la compétition sont des ballons Taille 5 fournis par l'équipe recevante sous peine de match perdu.

ARTICLE 9 – Couleur et numérotation des maillots

Couleurs :

1. Si les équipes en présence ont les mêmes couleurs de maillots ou des couleurs similaires, le club qui reçoit doit en changer. Il lui appartient de s'informer d'avance. Toute infraction est sanctionnée par forfait, après l'attente réglementaire consécutive à l'ordre donné par l'arbitre.

2. Sur le terrain neutre, le club le plus anciennement affilié garde ses couleurs (le plus petit des deux numéros d'affiliation mentionnés sur la feuille de match).

En outre, le capitaine de chaque équipe doit porter un brassard apparent d'une largeur n'excédant pas 4 cm et d'une couleur opposée au maillot.

Numérotation :

Tous les joueurs doivent obligatoirement avoir leur maillot numéroté. Les joueurs débutant la rencontre doivent être numérotés de 1 à 11 ; les remplaçants étant obligatoirement numérotés de 12 à 14 au maximum. Chaque numéro doit être inscrit sur la feuille de match, en regard des nom et prénom de l'intéressé.

ARTICLE 10 – Qualification

1. Les dispositions des Règlements Généraux de la F.F.F s'appliquent dans leur intégralité au Championnat Seniors Foot Entreprise.

2. Pour participer aux épreuves, les joueurs doivent être régulièrement qualifiés à leur club à la date du match. Ils seront titulaires d'une licence de leur catégorie ou d'une licence les autorisant médicalement à pratiquer dans la catégorie supérieure. Tout club incorporant dans son équipe un joueur non licencié au club pour la saison en cours ou présentant une licence frauduleusement établie ou falsifiée sera sanctionné conformément aux dispositions financières du District.

Chaque club doit prouver qu'il a fait licencier, dans la série en cause, un minimum de 14 joueurs.

Cette situation doit être établie, quinze jours avant la date fixée au calendrier pour la première rencontre de championnat.

En cas d'insuffisance constatée par la Commission chargée de la compétition, le club, après avoir été sollicité pour fournir des explications, peut voir son équipe retirée d'office de celle-ci.

ARTICLE 11 – Remplacements

Dans chaque équipe, trois joueurs remplaçants seront inscrits sur la feuille de match avant le début de la partie. Les joueurs remplacés à tout moment de la partie peuvent continuer à participer à la rencontre en qualité de remplaçants, et à ce titre revenir sur le terrain, à condition d'être inscrits sur la feuille de match avant le début de la partie.

A défaut de mention expresse portée sur la feuille de match par l'arbitre, tous les joueurs y figurant sont réputés avoir participé à la rencontre.

Un joueur exclu du terrain, par l'arbitre, ne peut être remplacé.

ARTICLE 13 – Officiels

Les arbitres sont désignés, dans la limite des disponibilités, par la Commission des Arbitres du District de la Côte d'Azur.

En cas d'absence de l'arbitre officiellement désigné, et s'il se trouve un arbitre officiel neutre sur le terrain, celui-ci aura qualité pour diriger le match. Au cas où plusieurs arbitres officiels neutres seraient présent, la partie sera dirigée par le juge officiel le plus haut en grade, soit à grade égal le plus ancien en date.

Si les deux arbitres assistants ne sont pas officiels et si un arbitre officiel n'appartenant pas à l'un des deux clubs en présence ou à un club compétiteur du même groupe est présent dans l'enceinte du stade, il sera fait appel au concours de ce dernier.

A défaut d'arbitre officiel chaque club présentera pour arbitrer :

a) Un membre titulaire de la licence de dirigeant validée (y compris médicalement). Pour la saison en cours ou un joueur majeur licencié pour la saison en cours (présentation des licences obligatoires pour arbitrer). Le match sera dirigé en priorité par l'arbitre bénévole du club visiteur, ayant préalablement présenté sa licence validée. Cet arbitre bénévole devra obligatoirement être majeur, c'est-à-dire avoir 18 ans révolus. En cas de refus de ce dernier, mention devra être faite sur l'annexe de la feuille de match, contresigné par les deux capitaines et l'arbitrage sera obligatoirement assuré par le membre du club recevant titulaire d'une licence validée. En cas de refus, l'arbitrage sera obligatoirement assuré par le membre du club recevant titulaire d'une licence validée.

b) Si un seul club peut satisfaire aux prescriptions ci-dessus, le membre présenté aura seule qualité pour arbitrer tout autant qu'il soit apte physiquement.

c) En l'absence dans les deux clubs de membres remplissant les conditions énoncées, le match ne pourra se dérouler et l'équipe recevant aura match perdu par pénalité.

d) L'arbitre désigné sera considéré comme arbitre officiel de la rencontre et considéré comme tel au sens de l'article 128 des Règlements Généraux de la F.F.F. Si, en cours de partie, l'arbitre est malade ou victime d'un accident et ne peut continuer à assumer sa tâche, il sera remplacé dans les mêmes conditions qu'en cas d'absence de l'arbitre officiel avant le coup d'envoi.

ARTICLE 14 – Frais de déplacement des officiels

Le règlement des arbitres est à la charge du club recevant, et est réalisé par prélèvement effectué par le DCA sur le compte club dudit club.

A la fin de la saison, la moyenne des frais des Officiels supportés par les clubs est calculée. Ceux ayant dépensé une somme supérieure à la moyenne se voient rembourser l'excédent de la dépense.

Lorsqu'une désignation est faite à la demande expresse d'un club, les frais engendrés sont supportés intégralement par le demandeur.

ARTICLE 15 – Vérification des licences

1. Avant chaque rencontre, les arbitres procèdent à un contrôle des licences et vérifient l'identité des joueurs, selon les modalités fixées à l'article 141 des Règlements Généraux.

2. Dans le cas où un arbitre permettrait à un joueur sans licence ni pièce d'identité ou ayant refusé de se dessaisir de la pièce présentée, de participer à la rencontre, l'équipe de ce joueur aura match perdu par pénalité, à la condition que des réserves sur ce fait aient été formulées par écrit sur la feuille d'arbitrage en conformité des prescriptions de l'article 142 des Règlements Généraux

ARTICLE 16 – Feuilles de matchs

Les rencontres sont traitées sous feuille de match informatisée (FMI) dans les conditions définies à l'article 139 Bis des Règlements Généraux de la F.F.F.

Dans la circonstance exceptionnelle d'un dysfonctionnement constaté par les Officiels, une feuille de match papier originale doit être envoyée au District de la Côte d'Azur par le club recevant, dans le délai de 48 heures après le match.

Tout manquement aux dispositions de l'article 139 Bis des Règlements Généraux de la F.F.F. donnera match perdu par pénalité au club recevant. Le club adverse conservera les points acquis sur le terrain.

ARTICLE 17 – Réserves et Réclamations

Les dispositions des Règlements Généraux de la F.F.F. s'appliquent dans leur intégralité aux Championnats Foot Entreprise.

Les réserves et les réclamations sur les questions de qualification devront être formulées dans les formes prescrites par les articles 141 bis, 142 et 186 et 187.1 des Règlements Généraux de la F.F.F, celles sur des questions techniques dans les formes prescrites par les articles 146 et 186 des R.G de la F.F.F.

Les réserves devront, pour suivre leur cours, être confirmées dans les formes prévues par les Règlements Généraux.

En dehors de toute réserve transformée en réclamation, l'évocation est toujours possible avant l'homologation d'un match en cas de fraude sur l'identité des joueurs ou de toute falsification concernant l'enregistrement ou le renouvellement des licences.

En cas de réserves concernant un soupçon de fraude, l'arbitre se saisit d'office de la licence ou de la pièce non-officielle concernée, et la transmet immédiatement au District de la Côte d'Azur.

ARTICLE 18 – Forfait

Lorsqu'en cours de saison un club déclare forfait pour un match il doit en aviser dans les meilleurs délais le District de la Côte d'Azur par tous moyen.

Si le forfait n'est pas notifié au District, ou de manière tardive que les officiels n'ont pu en être informé, leur charge incombe au club recevant.

Le club déclarant forfait devra s'acquitter d'une amende dont le montant est fixé dans les dispositions financières du District de la Côte d'Azur.

En cas d'absence de l'une des équipes, le forfait est constaté par l'arbitre un quart d'heure après l'heure fixée pour le commencement de la partie. Pour le cas où, à l'expiration de ce quart d'heure aucune équipe ne serait présente sur le terrain, le forfait est appliqué aux deux adversaires.

ARTICLE 19 – Tenues et police

Les clubs qui reçoivent sont chargés de la police du terrain et sont responsables des désordres qui pourraient résulter pendant ou après le match du fait de l'attitude du public des joueurs et des dirigeants ou de l'insuffisance de l'organisation.

Néanmoins, les clubs visiteurs sont également responsables lorsque les désordres sont le fait de leurs joueurs, dirigeants ou supporters. L'accès au stade de toute personne en possession d'objets susceptibles de servir de projectiles doit être interdit. Les ventes à emporter à l'intérieur du stade de boissons ou autres produits sont autorisées seulement sous emballage carton ou plastique. Les ventes en bouteilles ou boîtes métalliques sont interdites. En cas d'inobservations des dispositions précitées, les Commissions compétentes pourront infliger les sanctions prévues à l'article 200 des Règlements Généraux de la F.F.F.

ARTICLE 20 - Huis clos

Lors d'un match à huis clos, sont uniquement admises dans l'enceinte du stade les personnes suivantes, obligatoirement licenciées :

- Trois (3) dirigeants de chacun des deux clubs,
- Les officiels désignés par les instances de football,
- Les joueurs des équipes en présence, sont inscrits sur la feuille du match,
- Toute personne réglementairement admise sur le banc de touche.

Sont également admis :

- Les journalistes porteurs de la carte officielle ou d'une accréditation de la saison en cours,
- Le technicien en installation d'éclairage pour nocturne (le cas échéant),
- Un représentant du propriétaire du stade en capacité d'intervenir sur l'utilisation de l'enceinte.

Dans tous les cas, les clubs organisateurs et visiteurs concernés ont l'obligation de soumettre chacun, à l'approbation de la Commission des Activités sportives, une liste de personnes (comportant leur identité, numéro de licence ou de cartes et fonctions) susceptibles, d'assister

au match à huis clos. Ces documents doivent être transmis par écrit, 48 heures au plus tard avant la date de la rencontre. La Commission des Activités Sportives a la possibilité d'accepter, sur demande écrite de l'un ou de l'autre des clubs, lorsque des circonstances particulières l'exigent, certaines personnes dont les fonctions n'ont pas été visées dans la liste précitée. Si les clubs ne se conforment pas à ces dispositions, le match ne peut avoir lieu, et est donné perdu au club fautif, sans préjudice de sanctions complémentaires.

Un club recevant ne peut de sa propre initiative décider de la tenue d'un match à huis clos.

ARTICLE 21 – Règlement des litiges

Les litiges seront respectivement réglés en premier ressort par la Commission des Statuts et Règlements (C.S.R) pour les contestations visant la qualification et la participation des joueurs ainsi que l'application des Règlements Généraux de la F.F.F. et des Règlements du District de la Côte d'Azur, par la C.D.A. pour les réserves techniques, par la Commission de Discipline pour les affaires entrant dans le domaine de ses compétences définies par l'article 5 du Règlement Disciplinaire (Annexe 2 des Règlements Généraux).

ARTICLE 22 – Appels

Les appels auprès de la Commission Générale d'Appel et la Commission d'Appel Disciplinaire des décisions prises par les différentes Commissions précitées doivent être formulés dans les sept jours à compter de la notification de la décision.

ARTICLE 23 – Homologations

Sauf urgence dûment justifiée, une rencontre ne peut être homologuée avant le 15ème jour qui suit son déroulement. Cette homologation est de droit le 30ème jour si aucune instance la concernant n'est en cours et si aucune demande visant à ouvrir une procédure n'a été envoyée avant cette date.

ARTICLE 24 – Responsabilité

Le DCA décline toute responsabilité en ce qui concerne les frais d'organisation propres au club recevant, dans le cadre des matchs des championnats départementaux. A ce titre, il ne prendra part à aucun déficit généré par l'une de ses rencontres.

ARTICLE 25 – Cas non-prévus

Pour tous les cas non prévus au Règlement actuel, il est fait application des Règlements Sportifs du District, de la Ligue Méditerranée de Football, ou des Règlements Généraux de la FFF.